

VŒU

Soutien à la République d'Arménie et au peuple arménien

Le 13 septembre dernier, l'Azerbaïdjan décidait de bombarder et d'envahir la République d'Arménie, bafouant le Droit international et un principe cher à notre pays : le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Cette guerre a d'ores et déjà provoqué la mort de 286 personnes ainsi que l'évacuation de plus de 7600 civils. Les Arméniens souffrent de la destruction d'immeubles résidentiels, d'écoles, d'installations médicales et de bâtiments agricoles. Des mutilations de soldats arméniens capturés, de mauvais traitements de prisonniers de guerre et des meurtres de civils ont été également constatés. Certaines de ces atrocités, innommables, font l'objet de publications sur les réseaux sociaux par les tortionnaires.

À ce jour, ce sont près de 145 km² des terres arméniennes qui sont occupées illégalement par l'armée azerbaïdjanaise.

Pour rappel, la guerre de 2020 au Haut-Karabakh a causé 4 000 morts ou disparus du côté arménien. Plus de 91 000 Arméniens ont été déplacés de fait par ce conflit.

Nous partageons avec le peuple arménien une histoire ancienne et des valeurs communes, celles-là même qui unissent une civilisation. Ces liens anciens nous obligent aujourd'hui à nous tenir, dans cette épreuve, aux côtés du peuple arménien et de la diaspora arménienne présente sur l'ensemble des territoires du Grand Est.

C'est pourquoi, les Conseillers régionaux du Grand Est condamnent avec la plus grande vigueur la violation de la souveraineté territoriale de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, dénoncent les exactions commises par l'envahisseur, l'attitude déstabilisatrice de la Russie et de la Turquie dans la région et apportent leur soutien indéfectible aux populations arméniennes dans leur recherche de paix et de liberté.

Aussi, le Conseil régional du Grand Est demande au Gouvernement :

- De continuer à s'engager avec force dans la résolution de ce conflit et dans l'instauration d'une paix durable ;
- D'exiger le retrait de l'armée azerbaïdjanaise des terres arméniennes occupées illégalement ;
- De sanctionner les responsables azerbaïdjanaïses pour les crimes commis.
- Enfin, les Conseillers régionaux du Grand Est s'engagent à créer un comité de travail dédié à la solidarité avec le peuple arménien composé des représentants de tous les groupes politiques et d'engager une réflexion portant sur les actions de soutien et d'aides envisageables.

Le Président de la Région Grand Est,
Jean ROTTNER

